

Élections cantonales

Luc Barthassat nous dit comment il veut changer

Le ministre des Transports affirme avoir entendu le coup de semonce. Mais peut-il vraiment changer en profondeur?

Marc Bretton et Pierre Ruetschi
 @BrettonMarc
 @pierreruetschi

Dimanche, le conseiller d'État Luc Barthassat subissait un revers menaçant sa réélection. Mardi, le PDC contacte la «Tribune de Genève»: «Le magistrat a tiré les leçons de sa défaite, explique Philippe Fleury, chef de campagne. Il va changer, notamment de style, et il tient à le dire.»

Nous avons accepté cette demande pour traiter de ce point particulier qui n'a cessé d'empoisonner sa législature. Interview du magistrat, encadré de très près par sa nouvelle équipe, dont son frère Stéphane Barthassat. Qui n'hésite pas à intervenir.



«Je vais changer dans le sens que je veux simplement redevenir le Luc d'avant mon arrivée au Conseil d'État.» GEORGES CABRERA

Luc Barthassat, votre siège est en danger. Vous auriez changé. En quoi?

Je vais changer dans le sens que je veux simplement redevenir le Luc d'avant mon arrivée au Conseil d'État. Dimanche, il y a eu un coup de semonce de la population. Je l'ai entendu. Pendant mon mandat, j'ai peut-être exagéré sur certains points, par exemple avec Facebook. J'ai joué ce jeu, parce que j'ai voulu être proche des gens. C'était ma manière de rester proche des gens et de parler d'autre chose que du boulot. Quand je fais des photos sympas, je les mets sur ma page et puis les gens regardent ou pas. Mais maintenant, j'ai compris: je vais recentrer ma communication, réduire ma présence sur les réseaux sociaux, la concentrer sur mes dossiers et non ma vie privée. (Philippe Fleury intervient: «Réduire les posts!») Oui, être plus concret au niveau du boulot et définir une ligne de communication. Ne

montrer que ce qui concerne mon travail de conseiller d'État.

Vous avez été biffé notamment par vos amis PDC. Difficile?

En politique, les coups viennent le plus souvent de l'intérieur. Mais ce qui fait mal, c'est le travail occulté par un certain style, le manque de reconnaissance. Quand j'ai dit que mon bilan est le meilleur de tous, je l'ai dit comme une boutade. J'ai dit aussi que conseiller d'État, c'est facile par rapport à ce que j'ai connu avant parce qu'on se retrouve dans un boulot où le salaire tombe chaque mois, quoi qu'on fasse. Ça ne m'était jamais arrivé.

Qu'est-ce qui vous plaît dans ce travail?

Je suis bien dans ce poste-là, parce que je suis sur le terrain. L'autre jour, il y avait un problème à Carouge avec trois panneaux de stationnement interdit. Je dis à mes

gars: posez les panneaux. Neuf mois plus tard, rien n'est fait, parce qu'il manque trois centimètres selon la norme fédérale! Alors je leur dis: vous me posez ces panneaux. Et j'ai dû signer! Aujourd'hui, on n'a plus ces problèmes. Mes gars ont compris qu'il faut avancer avec pragmatisme.

C'est ça, le boulot d'un conseiller d'État?

Non, c'est un détail. Il y a une vision derrière et les gens ne se rendent pas compte de la révolution qui va arriver avec le CEVA.

Vous répétez souvent votre slogan favori: on se rassemble, on bosse, on avance. Pendant que vous le répétez, les gens se demandent: mais quand est-ce qu'il travaille?

C'est une image, mais surtout une attitude. Je vais être plus concis dans mes interventions. Mais je veux garder le contact avec les gens, qu'ils soient pour ou contre un projet.

Votre argument pour vous faire réélire, c'est quoi?

Barthassat, il est spécial. Son côté entrepreneur choque. Quand je parle de la traversée du lac dans mes milieux, certains n'en veulent pas. Mais imaginez que j'arrive à la faire, alors on dira quoi? Un paysan en aura fait plus que de grands intellectuels de l'époque. (Stéphane Barthassat intervient. «Luc, j'aimerais que tu leur dises ce que tu m'as dit dimanche!»). Oui, vu le coup de semonce, on va montrer qu'on va changer les choses. Comme magistrat, je pensais avoir mis mes rêves de côté. Mais en fait non, assurer des responsabilités et travailler pour le bien commun est passionnant.

Votre communication est un problème, mais il y a d'autres foyers de tension. Vous avez nommé au moins cinq PDC à de très hauts postes dans un département. Vous comprenez qu'un élu n'est pas un distributeur de postes?

Un conseiller d'État doit arriver

avec son staff, des gens de confiance. Quand je suis arrivé, je suis venu avec deux personnes. Enfin, les problèmes de Michèle Künzler étaient aussi liés à son département. (Stéphane Barthassat intervient: «D'autres élus le font! Je n'aime pas votre question», mais son frère l'arrête.) Cela ne me gêne pas. J'assume, je ne fais aucune distinction. Je marche au feeling!

Mais il y a des procédures à respecter!

Tout le monde a passé les tests. Les procédures RH ont été respectées.

Sauf que dans un système à l'américaine, quand le magistrat perd, ses protégés dégagent...

Au bout de cinq ans à des hauts postes, les gens peuvent parfois se fatiguer. C'est très exigeant. Je les changerai et je prendrai des gens en qui j'ai aussi confiance, indépendamment du fait qu'ils soient PDC ou pas.

Autre problème: mercredi à la Chambre de commerce, vous évoquiez la cantonalisation des TPG. C'est une bombe et vous n'en avez même jamais parlé au Conseil d'État!

Mais je n'ai jamais parlé de cantonalisation. Je n'arrive même pas à prononcer ce mot! J'ai expliqué à la Chambre de commerce qu'il y avait parfois des problèmes de communication entre le département et le conseil d'administration. On ne m'appelle que quand les problèmes explosent! Le Conseil d'État devrait être plus présent auprès des TPG, et pour cela, il faut changer la manière dont est composé le conseil des TPG, c'est tout.

M. Barthassat, c'est faux. Six témoins jurent vous avoir entendu dire «cantonalisation».

Les mots ont un sens. Non, je ne l'ai pas dit et ce n'est pas ce que je veux.

Parfois vous avancez des contre-vérités ou des «informations

alternatives». C'est ce que vous appelez de la franchise?

Je peux faire des erreurs, comme tout le monde, mais je ne joue pas avec la vérité. Je pense vite, j'aime que ça avance. Mais parfois je suis mal compris: je dis «blanc», on entend «noir».

Avec vous, le Conseil d'État est souvent surpris.

La semaine passée, un accord est trouvé entre le personnel des TPG et son conseil pour engager cent personnes.

Or il n'en savait rien. Normal?

Je ne savais pas non plus. J'explique: il y a tout le temps des négociations aux TPG. J'y suis allé il y a trois ou quatre mois pour rencontrer les chauffeurs. Un accord a été négocié entre eux et la direction. Je voulais le présenter au Conseil d'État. Et voilà que deux jours avant notre séance du Conseil d'État du mercredi, les TPG sortent un communiqué de presse sur l'accord, parce que les syndicats allaient le faire. J'ai été doublé. Mais je n'ai rien caché au Conseil d'État; d'ailleurs je n'étais même pas au courant du contenu exact de l'accord! En plus, la pratique exclut de procéder à des engagements massifs de personnel à moins de six mois d'une élection!

Est-ce que vous vous sentez respecté par vos collègues?

Je n'ai de problème particulier avec personne. Et puis il y a les bisbilles entre les partis, c'est normal. Je pense que mes collègues me respectent: je suis droit, je ne fais pas de coups tordus, je dis ce que je pense. J'ai une qualité: je ne suis pas rancunier. Quand il y a un problème, on en parle. J'ai revu récemment Lisa Mazzone, avec laquelle j'ai eu des démêlés pendant un débat. Sur la forme, je me suis excusé.

Si vous n'êtes pas réélu le 6 mai, que ferez-vous?

Je retrouverai mes copains comme si je ne les avais pas quittés. J'ai le goût des responsabilités, pas du pouvoir. En tout cas, j'irai à fond jusqu'au bout.

PUBLICITÉ

Tribune de Genève Partenaire média

FESTIVAL RIRE GENÈVE

25 - 29 AVRIL 2018

LAURENT NICOLET | MARINA ROLLMAN | BLAISE BERSINGER
 ÉLODIE POUX | BLANCHE GARDIN
 GÉRÉMY CRÉDEVILLE | MATTHIEU PENCHINAT
 VINCENT PIGUET ET PATRICK CHANFRAY
 YACINE BELHOUSSE | PIERRE-EMMANUEL BARRÉ
 AYMERIC LOMPRET | ANTOINE SCHOUMSKY | DÉDO

CASINO THÉÂTRE WWW.RIRE-GENEVE.CH

Emploi & Formation

Tout l'immobilier, n° 898, 23.04.2018, pp. 33-34

Les Chambres de commerce: bons tuyaux pour un job?

On dit que le «réseau» est le meilleur chemin vers l'emploi; vrai ou faux, encore faut-il savoir quel réseau: ceux qu'on dit «sociaux», ou bien le monde associatif, ou alors les partis politiques, ou encore les confréries, les maçonneries, voire les sectes religieuses...? On allait oublier les Chambres de commerce, à la cotisation plus coûteuse mais à l'ambiance plus exotique: on a même eu droit à un «forum d'affaires» helvético-tatarstanais, fin mars à Genève (voir Youtube sous pressclub.ch). Mais au-delà de la Vistule (et même en-deçà), il faut savoir lire entre les lignes et sous les lettres.

Les Chambres de commerce, il y en a de plusieurs types: d'abord les locales, comme la [Chambre de commerce et d'industrie \(et – désormais – de services\) de Genève \(ccig.ch\)](http://ccig.ch) et la Fédération des entreprises romandes (fer-ge), aux buts très proches mais aux membres distincts ([la première](#) n'est pas par hasard dans le Quartier des Banques; la seconde a surtout des petits patrons, dont elle gère la caisse de pension). Mais pour le grand public, ce sont deux espaces où on peut – le temps d'un colloque – se brancher sur «l'économie», et voir de près si les patrons ont des sabots ou des cornes. La Chambre de commerce internationale (iccwbo.org) est assise entre l'Organisation mondiale du commerce et le World Economic Forum; mais elle se montre au public surtout par des orateurs à des congrès tiers. Les Chambres de commerce suisses à l'étranger feraient double emploi avec le service commercial de l'Ambassade, si elles n'étaient aussi des lieux de rencontre – parfois dans une ambiance rétro - entre expats et locaux, et même entre Suisses (aux côtés des «clubs» suisses: voir swisscommunity). C'est connu... un Romand hait la Suisse à Genève ou Paris, mais se trouve patriote dès Rio ou Tokyo. Si un job ne se trouve pas de suite à un buffet d'une [Chambre locale](#) ici à [Genève](#), la chance peut sourire au pied des Andes: «Vous savez faire la fondue au lait de lama? Notre cuistot est en plein divorce à Berne». Ou au sud de l'Oural: «Vous savez

mettre à pied? L'an prochain, Schindler va virer les haleurs de la Volga». Mais tout le monde n'est pas à Lima ou Kazan au bon moment: vues de chez nous en Suisse, ce sont les Chambres étrangères qui donnent de la couleur. Un annuaire (au moins) en donne la liste (publicus.ch, voir aussi swisscham.ch; certaines Chambres sont «bilatérales»: à la fois ici et là); elles ont le plus souvent leur siège à Zürich (ou Bâle, encore un peu porte de la Suisse), mais tiennent parfois colloque ou soirée à Genève... plus ou moins ouvert, plus ou moins coûteux. Pour garder contact avec les pays voisins, à défaut d'un «Goethe Institut» ou d'un «Institut Français», une Chambre fera l'affaire... c'est le cas de le dire. Mais des pays bien plus exotiques ont leur «Chambre» en Suisse... d'Afrique, du Moyen-Orient, des Amériques... même Malte en a une. Certaines couvrent toute une région, comme les pays arabes... ce qui n'empêche pas l'Algérie (par exemple) d'avoir la sienne à Genève. Mais retour au «forum» tatar, qui avait pour mère (si non pour père) la «Chambre de commerce Suisse-Russie & CEI» (unionchambers.ch, à ne pas confondre avec jointchambers.ch). Devant un public surtout russe juste sorti de l'avion, la promotion du Tatarstan à Genève est-elle utile? Et – dans la même salle - celle de Genève par nos autorités, avec des arguments proches de ceux de Kazan? A moins que la Volga veuille changer de cours pour noyer nos poissons, comme on l'a craint

un instant à l'Hôtel du Rhône: de l'Altaï à Moscou, on rêve d'arroser l'Ouest de longue date.

Inventer au futur antérieur

Ou de le grever? Peu importe... en ramant un peu, on trouve des marchés à prendre: aux temps soviétiques déjà, on disait que le marché de Moscou était «tatar». Et l'ex-président d'Ukraine devait beaucoup au magnat du Donbass Rinat Akhmetov. «Un Tatar de la Volga... pas de Crimée», crient ces derniers, trop victimes encore pour profiter. Bon, «Emploi & Formation» ne va pas faire ici une étude des perspectives du commerce entre Genève et Kazan (ni répartir les points entre Tatars de la Volga, de Crimée, de Bulgarie (fr.wikipedia.org/wiki/Tatars_de_Crimée_en_Bulgarie))... juste saisir l'occasion pour dire qu'entre l'Europe et la Chine, il y a des terres (et des eaux) à mi-chemin qui méritent une escale. Quand les autorités tatares disent qu'on ne saurait trouver meilleurs espace, technique, transport et... fiscalité qu'à Kazan, elles battent Genève (sur son terrain... sans espace). En tout cas, quand la jeune et active patronne de la «Tatarstan Investment Development Agency» vante les «mille ans de paix entre peuples divers de notre région», elle prouve que – de Moscou à Kazan – on est très inventif (surtout dans la lecture du passé)... et que l'axe fiscal Kazan-Moscou a bel et ►

bien été soudé par des siècles de complicité (en.wikipedia.org/wiki/Siege_of_Kazan et stetson.edu/~psteeves/classes/mongolimpact.html avec www2).

Qui sert la soupe chaude?

Lire entre les lignes: le lecteur était prévenu dès le début, au vu des rapports ambigus entre la Chambre russe et le Club de la presse. Est-ce «son» Club, ou «sa»

Chambre? se demandait la presse traitée un peu comme un cheval, fin mars à l'Hôtel du Rhône. Ce serait instructif de voir comment les médias de Kazan ont parlé de ce Forum, ou de l'ensemble de cette tournée de promotion du Tatarstan à travers le monde. Les Tatars sont un peu crus, ce qui ne veut pas dire que le Club soit déjà cuit: déjà du temps des Romains, le protocole devait jongler avec le cru et le cuit lors des banquets avec Attila. Certes, les mauvaises

langues disent qu'à l'Est de la Vistule, toute langue est de bois; pas si sûr: un colloque de «communication» sous forte influence russe et turque (forumdavos.com) - tenu à Genève aux mêmes dates – s'est montré très vif de pensée et libre de parole, malgré ses «dents longues». Et de Kazan à Moscou, même les Kremlins ont l'esprit d'ouverture: celui de Moscou fut construit par des... Italiens! ■

Boris Engelson

JEAN-LUC FAVRE, EX-CEO D'ABB SÉCHERON, TRÈS SOLLICITÉ



Celui qui a dirigé pendant dix-sept ans la filiale genevoise du géant ABB est très sollicité depuis qu'il a démissionné de son poste. D'ores et déjà président

du conseil d'administration du groupe Grunderco (cette entreprise de ventes de machines agricoles est détenue par les familles Penet, Bonnet et le Cercle des Agriculteurs de Genève), son nom circule pour succéder à Frédérique Reeb-Landry à la tête de la **Chambre de Commerce et de Services de Genève**. A suivre.